

R2 : Solidarité avec les personnes touchées par les séismes en Turquie et e Syrie !

Résolution à l'attention de l'Assemblée des délégué·es de la JS Suisse du 22 avril 2023 à Sanit-Gall (SG)

Dépositaires : Selay Gürsoy (JUSO Unterland), Eda Akdemir (JUSO Zürcher Oberland), Fernando Frauenfelder (JUSO ZH), Jascha Harke (JUSO Stadt Zürich), Ben Landau (JUSO Stadt Zürich), Lois Schulz (JUSO Stadt Zürich), Daria Semenova (JUSO Stadt Zürich), Camil Zimmermann (JUSO Stadt Zürich), Florine Mitondo (JUSO Stadt Zürich)

Un enfer de destruction et de mort a frappé la Turquie et la Syrie, entraînant dans la mort des dizaines de milliers d'innocent·es. Plus de 52.000 victimes ont souffert depuis le six février des tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé avec une force brutale dans des régions situées autour du sud-ouest de la Turquie et du nord-ouest de la Syrie. Le premier tremblement de terre s'est produit à 4h17 (heure locale) à la frontière entre la Turquie et la Syrie et le second à 13h24. Ces deux secousses ont été suivies de centaines de répliques dans d'innombrables régions.

Mais le tremblement de terre n'a pas été la seule cause de morts.. Une infrastructure catastrophique, une gouvernance corrompue et un dirigeant autoritaire comme Erdogan sont responsables de la perte de nombreuses vies humaines. Il est scandaleux que des maisons soient annoncées comme antisismiques pour s'effondrer malgré tout en cas de tremblement de terre. Les maisons ont été construites avec du béton de mauvaise qualité, qui tombe presque en poussière au simple contact.

Le capitalisme contribue de manière décisive aux excès de la destruction, car l'entretien et la sécurisation des infrastructures pour la population ne sont guère triés comme des priorités dans un système axé sur le profit. Au lieu de cela, le gouvernement AKP a développé l'armée turque qui, même en période de tremblement de terre, a bombardé les villes kurdes. Alors que l'élite dirigeante, favorisée par le lobbying et la corruption, exploite la population, les gens luttent quotidiennement pour leur survie et ne sont souvent pas en mesure de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Au milieu du chaos et de la destruction, seule la maison de la TTMOB (Fédération des chambres d'ingénieurs et d'architectes de Turquie) se dressait encore debout et intacte parmi les décombres. Bien avant la catastrophe, le syndicat avait vivement critiqué le gouvernement, notamment pour avoir omis de procéder à des contrôles et de prendre des mesures préventives. Les avertissements du syndicat selon lesquels les maisons étaient instables et que des villes entières pouvaient être transformées en cimetières en cas de tremblement de terre n'ont pas été pris en compte, avec des conséquences terribles.

Pendant que les gens souffraient et souffrent encore des conséquences des tremblements de terre, le président dictatorial du pays passait son temps dans son

palais de 210'000 mètres carrés. Un exemple type du déséquilibre entre le pouvoir et la dignité humaine dans ce pays.

Pour l'avenir du pays, les prochaines élections présidentielles seront d'une immense importance, surtout après un tel événement, car les perspectives du pays dépendront du résultat des élections. Le gouvernement turc n'a cessé d'attirer l'attention internationale par son mépris constant des droits humains fondamentaux, de la liberté d'expression et des principes démocratiques. L'emprisonnement systématique de journalistes, la persécution impitoyable des politicien·nes de l'opposition et la mise à mal éhontée de l'indépendance de la justice sont autant de fiascos. Ces violations alarmantes des droits fondamentaux ont gravement terni l'image de la Turquie dans le monde et font d'elle un cas sans précédent d'exercice autoritaire et patriarcal du pouvoir. Les tremblements de terre n'empêchent pas les fascistes turcs de diffuser la propagande d'Erdogan concernant les élections. Ainsi, certain·es ont appelé sur divers réseaux sociaux à prendre d'assaut les lignes des centres d'appels d'urgence afin que les Kurdes ne puissent pas être secourus, meurent et qu'Erdogan obtienne ainsi un plus grand nombre d'électrice·teurs.

C'est une tragédie que tant de personnes aient perdu la vie et leur maison parce que le gouvernement n'a pas assumé ses devoirs et ses responsabilités. Il est temps que les responsables de ces terribles manquements soient tenu·es de rendre des comptes.

La JS se solidarise avec les personnes touchées par le tremblement de terre et leurs familles. La Suisse doit également continuer à s'engager pour soutenir les personnes et les régions touchées. Outre l'aide directe importante déjà apportée après les tremblements de terre, une solidarité politique active avec les personnes touchées par la catastrophe et l'inaction politique ainsi qu'une aide humanitaire à long terme sont essentielles.

Nous demandons donc :

- La solidarité et une aide directe non bureaucratique dans toutes les régions touchées. L'ampleur des destructions est énorme et il existe toujours un grand besoin d'approvisionnement rapide et non bureaucratique des personnes touchées avec les biens de secours et les ressources nécessaires.
- Des passages de frontière durablement sûrs et ouverts vers la Turquie et la Syrie afin de garantir l'accès des actrice·teurs humanitaires et des produits de secours à toutes les régions touchées.
- Une aide humanitaire durable à plus long terme dans la sécurisation de l'approvisionnement et un soutien dans la reconstruction des infrastructures afin d'offrir des perspectives d'avenir aux personnes vivant dans les régions touchées.
- Des élections démocratiques et équitables. La Suisse et la communauté internationale doivent se positionner clairement et condamner sans équivoque la répression politique, la manipulation des élections et l'instrumentalisation de la justice par Erdogan et le gouvernement AKP.

De tels comportements sont inacceptables et ne doivent pas être tolérés. Il est crucial que la Turquie respecte ses engagements vis-à-vis de ces normes internationales.

Recommandation du comité directeur : accepter